

Convention fixant les conditions de portage du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat - AVENANT N°2 - année 3 -

ENTRE

la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération, représentée par son Président Monsieur Julien CORNILLET, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du.....2023.

Ci-après désignée CAMA,

la Communauté de communes Drôme Sud Provence, représentée par son Président Monsieur Jean-Michel CATELINOIS, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du.....2023.

Ci-après désignée CCDSP

la Communauté de communes des Baronnie en Drôme Provençale, représentée par son Président Monsieur Thierry DAYRE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du.....2023.

Ci-après désignée CCBDP

la Communauté de communes Dieulefit-Bourdeaux, représentée par sa Présidente Madame Fabienne SIMIAN, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du.....2023.

Ci-après désignée CCDB

la Communauté de communes Enclave des Papes – Pays de Grignan, représentée par son Président Monsieur Patrick ADRIEN, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du.....2023..

Ci-après désignée CCEPPG

Préambule

La Loi du 18/08/2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit la création du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) et de son portage par les EPCI. Ce SPPEH prend le relais des services précédemment assurés par les Espaces Information Energie (Sensibilisation et conseil) et par les Plateformes de la Rénovation (Accompagnement personnalisé des porteurs de projet) à destination des propriétaires de logements privés et du petit tertiaire privé.

L'article L232-1 du Code de l'énergie détermine que « le service public de la performance énergétique de l'habitat assure l'accompagnement des consommateurs souhaitant diminuer leur consommation énergétique. Il assiste les propriétaires et les locataires dans la réalisation des travaux d'amélioration de la performance énergétique de leur logement et leur fournit des informations et des conseils personnalisés. »

L'article L232-2 du même code prévoit que ce service public de la performance énergétique de l'habitat s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique portées par un ou plusieurs EPCI afin de couvrir l'ensemble du territoire national. Ces plateformes ont une mission d'accueil, d'information et de conseil du consommateur. Elles fournissent à ce dernier les informations techniques, financières, fiscales et réglementaires nécessaires à l'élaboration de son projet de rénovation. Les conseils fournis sont personnalisés, gratuits et indépendants. Ces plateformes peuvent favoriser la mobilisation des professionnels et des acteurs locaux en vue de mettre en place des actions favorisant la rénovation énergétique des logements.

Un travail conduit en 2020, coordonné par le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes et la Préfecture de la Drôme, a acté la nécessité d'élargir le champ d'intervention des plateformes de la rénovation afin d'assurer une couverture le plus large possible pour l'ensemble des administrés de la Drôme et pouvoir mutualiser un service à une échelle intéressante. Ainsi, les Communautés de communes Drôme Sud Provence (CCDSP), Baronnie en Drôme Provençale (CCBDP), Dieulefit-Bourdeaux (CCDB) et Enclave des Papes – Pays de Grignan (CCEPPG) ont sollicité la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération (CAMA) afin d'assurer la gestion administrative du SPPEH et ont décidé de faire appel à un opérateur unique pour l'animation de ce service public.

Les intercommunalités signataires de la présente convention assurent le portage du SPPEH sur l'ensemble de leurs communes à compter du 1er janvier 2021 conformément à la loi de transition énergétique pour la croissance verte.

Afin de mutualiser le service, les cinq communautés ont décidé de mettre en place une convention de partenariat suite à la réponse groupée à l'AMI de la Région Auvergne-Rhône-Alpes portée administrativement par Montélimar-Agglomération.

Cette convention précise le rôle de chaque intercommunalité signataire, ses objectifs vis-à-vis du programme CEE SARE et le financement nécessaire à la mise en œuvre du SPPEH.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de confier la gestion administrative du SPPEH à la CAMA, pour le compte des intercommunalités signataires ci-dessus et de définir les engagements des différentes parties et plus particulièrement les modalités d'animation et de financement du programme.

ARTICLE 2 - Durée de la convention

La présente convention est établie pour 1 an à compter du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023, renouvelée 2 fois pour une durée totale de 3 ans.

ARTICLE 3 – Engagements de l'EPCI en charge de la gestion administrative

La CAMA assure la gestion administrative du SPPEH pour le compte des EPCI signataires à compter du 1^{er} janvier 2023 et ce jusqu'au 31 décembre 2023 et dans la limite des moyens accordés par la Région Auvergne Rhône Alpes.

Pour cela la CAMA est chargée :

- De signer la convention de partenariat avec le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes pour le compte des EPCI signataires après validation de son contenu par l'ensemble des intercommunalités,
- De signer la convention d'objectifs et de moyens avec l'opérateur du SPPEH pour le compte des EPCI signataires après validation de son contenu par l'ensemble des intercommunalités,
- De procéder au versement des subventions à l'opérateur, pour le compte des intercommunalités signataires, tel que défini dans la convention d'objectifs et de moyens, sous réserve de l'atteinte des objectifs,
- De procéder au versement de la subvention à destination de la CCDSP, pour les actions réalisées en interne, tel que défini à l'article 9,
- D'assurer l'animation du dispositif en réunissant les Comités de Pilotage et Comités Techniques conformément à l'article 5,
- De mobiliser l'ensemble des subventions et participations attendues dans le cadre de l'AMI de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
- De s'impliquer dans l'animation du réseau régional,
- De coordonner la communication à l'échelle du territoire.

La CAMA mettra à disposition des moyens humains, 0.2 ETP/an afin de mener ses missions dans les meilleures conditions. La prime régionale de regroupement perçue par Montélimar-Agglomération sera destinée à financer ces missions.

En cas de départ du/des agent(s), la CAMA s'engage à pourvoir au remplacement rapidement pour poursuivre les missions citées ci-dessus et ainsi honorer les engagements contractuels avec la Région pris dans ce cadre.

ARTICLE 4 – Engagements des intercommunalités signataires

Les intercommunalités signataires sont co-maîtres d'ouvrage et confient à la CAMA la gestion administrative du SPPEH.

Par voie de conséquence :

- elles mandatent la CAMA pour effectuer en leur lieu et place les missions décrites dans l'article 3,
- elles nomment un élu référent pour siéger au Comité de Pilotage,
- elles nomment un/des technicien(s) référent(s) pour participer au Comité Technique,
- elles s'assurent de la mise en œuvre opérationnelle du SPPEH sur leur territoire en lien direct avec l'opérateur,
- elles s'engagent à transmettre à la CAMA les indicateurs attendus par les financeurs pour leur territoire,

ARTICLE 5 - Modalités de gouvernance

Le Comité de pilotage est composé d'un élu référent pour chaque EPCI, nommé par leur intercommunalité. Chaque collectivité s'engage à communiquer les coordonnées de son élu référent à la CAMA ainsi que tout changement.

Le Comité de Pilotage se réunira au moins une fois par an et aussi souvent que nécessaire sur demande d'un de ses membres. Il sera seul décisionnaire de toute modification ou renouvellement de la présente convention. Ces décisions devront être validées par l'ensemble des Conseils Communautaires des collectivités signataires.

Le comité technique est composé d'au moins un référent technique par EPCI. Chaque collectivité s'engage à communiquer les coordonnées du/des référents techniques à la CAMA ainsi que tout changement. Le comité technique se réunira au moins 2 fois par an et aussi souvent que nécessaire sur demande d'un de ses membres. Il sera l'interlocuteur privilégié de l'opérateur unique, suivra la réalisation des missions de ce dernier et ses membres assureront les remontées d'informations auprès de la CAMA afin de pouvoir réaliser les demandes de paiement de la subvention régionale. Les indicateurs attendus sont détaillés à l'article 6 de la présente convention. Enfin, il définira avec l'opérateur unique les actions mutualisées de structuration et d'animation du secteur privé à mener dans la limite de l'enveloppe budgétaire prévue à l'article 7.

ARTICLE 6 – Contenu des missions du SPPEH

L'appel à manifestation d'intérêt proposé par la Région Auvergne Rhône Alpes s'articule autour de 5 axes :

- Axe 1 : Stimuler puis conseiller la demande
- Axe 2 : Accompagner les ménages
- Axe 3 : Accompagner le petit tertiaire privé
- Axe 4 : Mobiliser et animer l'ensemble des acteurs de l'offre (services des collectivités, artisans, banques, agences immobilières, notaires) impliqués dans les projets de rénovation
- Axe 5 : S'impliquer dans l'animation régionale

La mise en œuvre et l'organisation du service pourront être évolutives, tout changement sera débattu lors d'un Comité de Pilotage et validé par les conseils communautaires de chacune des parties.

Dans un souci de mutualisation et de qualité du service, les intercommunalités signataires décident de retenir un opérateur unique à l'échelle du territoire, de définir ensemble une stratégie unique de communication à destination des ménages et d'animation des acteurs privés. Cette stratégie unique permettra tout de même des adaptations locales afin de répondre aux besoins de chaque territoire.

Certaines missions seront donc réalisées par l'opérateur (voir article 7) et d'autres en régie par les collectivités (voir article 8).

Voici les objectifs prévisionnels définis pour la troisième année (2023) :

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 3

DÉPENSES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Information de 1er niveau A1	810	500	560	280	141	2291
Information de 1er niveau A1 (€)	6 480,00 €	4 000,00 €	4 480,00 €	2 240,00 €	1 128,00 €	18 328,00 €
Conseil personnalisé aux ménages A2	610	430	470	250	124	1884
Conseil personnalisé aux ménages A2 (€)	30 500,00 €	21 500,00 €	23 500,00 €	12 500,00 €	6 200,00 €	94 200,00 €
Conseil personnalisé aux copros A2	5	10	-	0	2	17
Conseil personnalisé aux copros A2 (€)	750,00 €	1 500,00 €	- €	- €	300,00 €	2 550,00 €
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	5 447,33 €	3 528,67 €	1 768,00 €	784,33 €	756,92 €	12 285,25 €
Forfait A1/A2	7 844,16 €	5 081,28 €	2 545,92 €	1 129,44 €	1 089,96 €	17 690,76 €
Autres dépenses	22 000,00 €	9 000,00 €			- €	31 000,00 €
Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)	73 021,49 €	44 609,95 €	32 293,92 €	16 653,77 €	9 474,88 €	176 054,01 €
Accompagnement des ménages A4	70	50	25	22	12	179
Accompagnement des ménages A4 (€)	35 000,00 €	30 000,00 €	15 000,00 €	13 200,00 €	7 200,00 €	100 400,00 €
Accompagnement des copros A4	2	2	2	2	2	10
Accompagnement des copros A4 (€)	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	30 000,00 €
Accompagnement des ménages BBC A4	2	1	0	1	1	5
Accompagnement des ménages BBC A4 (€)	800,00 €	400,00 €	- €	400,00 €	400,00 €	2 000,00 €
Accompagnement des copros BBC A4	0	1	0		0	1
Accompagnement des copros BBC A4 (€)	- €	1 200,00 €	- €	- €	- €	1 200,00 €
Sous Total Axe 2 (Accompagner les ménages)	41 800,00 €	37 600,00 €	21 000,00 €	19 600,00 €	13 600,00 €	133 600,00 €
Information de 1er niveau B1	3	3	2	5	1	14
Information de 1er niveau B1 (€)	150,00 €	150,00 €	100,00 €	250,00 €	50,00 €	700,00 €
Conseil personnalisé aux entreprises B2	3	3	2	2	1	11
Conseil personnalisé aux entreprises B2 (€)	1 800,00 €	1 800,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	600,00 €	6 600,00 €
Sensibilisation, communication, animation petit tertiaire C2	2 178,93 €	1 411,47 €	707,20 €	313,73 €	302,77 €	4 914,10 €
Sous Total Axe 3 (Accompagner le petit tertiaire privé)	4 128,93 €	3 361,47 €	2 007,20 €	1 763,73 €	952,77 €	12 214,10 €
Structurer et animer les acteurs privés C3	6 536,80 €	4 234,40 €	2 121,60 €	941,20 €	908,30 €	14 742,30 €
Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et pr	6 536,80 €	4 234,40 €	2 121,60 €	941,20 €	908,30 €	14 742,30 €
Sous Total Axe 5 (s'impliquer dans l'animation régionale)	2 500,00 €	- €				2 500,00 €
Gestion administrative / Reporting opérateur	900,00 €	- €				900,00 €
Gestion administrative	9 568,00 €	- €				9 568,00 €
TOTAL DEPENSES	138 455,22 €	89 805,82 €	57 422,72 €	38 958,70 €	24 935,95 €	349 578,41 €

ARTICLE 7 – Contenu des missions confiées à l'opérateur unique

Certaines missions seront réalisées par l'opérateur et feront l'objet d'un conventionnement avec la CAMA :

RECETTES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Prime Région 2022	29 393,52 €	16 514,16 €	8 274,24 €	3 670,68 €	3 542,37 €	61 394,97 €
Sous Total Prime Région	29 393,52 €	16 514,16 €	8 274,24 €	3 670,68 €	3 542,37 €	61 394,97 €
A1	3 240,00 €	2 000,00 €	2 240,00 €	1 120,00 €	564,00 €	9 164,00 €
A2 (1)	15 250,00 €	10 750,00 €	11 750,00 €	6 250,00 €	3 100,00 €	47 100,00 €
A2 (2)	375,00 €	750,00 €	- €	- €	150,00 €	1 275,00 €
C1	825,00 €	500,00 €	600,00 €	125,00 €	125,00 €	2 175,00 €
Forfait A1/A2	3 922,08 €	2 540,64 €	1 272,96 €	564,72 €	544,98 €	8 845,38 €
A4 (1)	17 500,00 €	15 000,00 €	7 500,00 €	6 600,00 €	3 600,00 €	50 200,00 €
A4 (2)	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €
A4 (3)	400,00 €	200,00 €	- €	200,00 €	200,00 €	1 000,00 €
A4 (4)	- €	600,00 €	- €	- €	- €	600,00 €
B1	75,00 €	75,00 €	50,00 €	125,00 €	25,00 €	350,00 €
B2	900,00 €	900,00 €	600,00 €	600,00 €	300,00 €	3 300,00 €
C2	150	472,84245	236,912	0	101,4268333	961,18 €
C3	500,00 €	1 693,76 €	848,64 €	376,48 €	363,32 €	3 782,20 €
Sous Total SARE	46 137,08 €	38 482,24 €	28 098,51 €	18 961,20 €	12 073,73 €	143 752,76 €
Sous Total Prime Région + CEE SARE	75 530,60 €	54 996,40 €	36 372,75 €	22 631,88 €	15 616,10 €	205 147,73 €
Participation EPCI 2023	17 643,56 €	21 968,08 €	19 824,27 €	15 290,52 €	8 531,36 €	83 257,79 €
Sous Total Collectivité locale	17 643,56 €	21 968,08 €	19 824,27 €	15 290,52 €	8 531,36 €	83 257,79 €
TOTAL	93 174,16 €	76 964,48 €	56 197,02 €	37 922,40 €	24 147,45 €	288 405,52 €

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 3

DÉPENSES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Information de 1er niveau A1	810	500	560	280	141	2291
Information de 1er niveau A1 (€)	6 480,00 €	4 000,00 €	4 480,00 €	2 240,00 €	1 128,00 €	18 328,00 €
Conseil personnalisé aux ménages A2	610	430	470	250	124	1884
Conseil personnalisé aux ménages A2 (€)	30 500,00 €	21 500,00 €	23 500,00 €	12 500,00 €	6 200,00 €	94 200,00 €
Conseil personnalisé aux copros A2	5	10	-	-	2	17
Conseil personnalisé aux copros A2 (€)	750,00 €	1 500,00 €	- €	- €	300,00 €	2 550,00 €
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	1 650,00 €	1 000,00 €	1 200,00 €	250,00 €	250,00 €	4 350,00 €
Forfait A1/A2	7 844,16 €	5 081,28 €	2 545,92 €	1 129,44 €	1 089,96 €	17 690,76 €
Autres dépenses						- €
Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)	47 224,16 €	33 081,28 €	31 725,92 €	16 119,44 €	8 967,96 €	137 118,76 €
Accompagnement des ménages A4	70	50	25	22	12	179
Accompagnement des ménages A4 (€)	35 000,00 €	30 000,00 €	15 000,00 €	13 200,00 €	7 200,00 €	100 400,00 €
Accompagnement des copros A4	2	2	2	2	2	10
Accompagnement des copros A4 (€)	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	30 000,00 €
Accompagnement des ménages BBC A4	2	1	-	1	1	5
Accompagnement des ménages BBC A4 (€)	800,00 €	400,00 €	- €	400,00 €	400,00 €	2 000,00 €
Accompagnement des copros BBC A4		1	-	-	-	1
Accompagnement des copros BBC A4 (€)	- €	1 200,00 €	- €	- €	- €	1 200,00 €
Sous Total Axe 2 (Accompagner les ménages)	41 800,00 €	37 600,00 €	21 000,00 €	19 600,00 €	13 600,00 €	133 600,00 €
Information de 1er niveau B1	3	3	2	5	1	14
Information de 1er niveau B1 (€)	150,00 €	150,00 €	100,00 €	250,00 €	50,00 €	700,00 €
Conseil personnalisé aux entreprises B2	3	3	2	2	1	11
Conseil personnalisé aux entreprises B2 (€)	1 800,00 €	1 800,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	600,00 €	6 600,00 €
Sensibilisation, communication, animation petit tertiaire C2	300,00 €	945,68 €	473,824 €		202,854 €	1922,362567
Sous Total Axe 3 (Accompagner le petit tertiaire privé)	2 250,00 €	2 895,68 €	1 773,82 €	1 450,00 €	852,85 €	9 222,36 €
Structurer et animer les acteurs privés C3	1 000,00 €	3 387,52 €	1 697,28 €	752,96 €	726,64 €	7 564,40 €
Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et pr	1 000,00 €	3 387,52 €	1 697,28 €	752,96 €	726,64 €	7 564,40 €
Gestion administrative / Reporting opérateur	900,00 €					900,00 €
TOTAL DEPENSES	93 174,16 €	76 964,48 €	56 197,02 €	37 922,40 €	24 147,45 €	288 405,52 €

L'opérateur s'engage à renseigner le nombre d'actes CEE SARE réalisés sur chaque territoire via l'outil SARENOV proposé par l'ADEME et effectuera des états récapitulatifs des dépenses pour les autres actions.

L'opérateur assurera un accueil des demandeurs par téléphone, mail et lors de permanences physiques sur l'ensemble du territoire. Les conditions de cet accueil seront définies dans chaque convention signée entre l'opérateur et les intercommunalités.

ARTICLE 8 – Contenu des missions réalisées en interne par les collectivités

Les collectivités réaliseront principalement les actions de communication et participeront aux actions de sensibilisation et d'animation du territoire selon les modalités ci-dessous :

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 3

DÉPENSES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	3 797,33 €	2 528,67 €	568,00 €	534,33 €	506,92 €	7 935,25 €
Autres dépenses	22 000,00 €	9 000,00 €			- €	31 000,00 €
Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)	25 797,33 €	11 528,67 €	568,00 €	534,33 €	506,92 €	38 935,25 €
Sensibilisation, communication, animation petit tertiaire C2	1 878,93 €	465,79 €	233,38 €	313,73 €	99,91 €	2 991,74 €
Sous Total Axe 3 (Accompagner le petit tertiaire privé)	1 878,93 €	465,79 €	233,38 €	313,73 €	99,91 €	2 991,74 €
Structurer et animer les acteurs privés C3	5 536,80 €	846,88 €	424,32 €	188,24 €	181,66 €	7 177,90 €
Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et pr	5 536,80 €	846,88 €	424,32 €	188,24 €	181,66 €	7 177,90 €
Sous Total Axe 5 (s'impliquer dans l'animation régionale)	2 500,00 €	- €	- €	- €	- €	2 500,00 €
Gestion administrative	9 568,00 €					9 568,00 €
TOTAL DEPENSES	45 281,06 €	12 841,34 €	1 225,70 €	1 036,30 €	788,49 €	61 172,89 €

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 3						
RECETTES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Prime Région 2022	12 068,00 €	- €	- €	- €	- €	12 068,00 €
Sous Total Prime Région	12 068,00 €	- €	- €	- €	- €	12 068,00 €
C1	1 898,67 €	1 264,34 €	284,00 €	267,17 €	253,46 €	3 967,63 €
C2	939,465	232,89255	116,688	156,8666667	49,9565	1 495,87 €
C3	2 768,40 €	423,44 €	212,16 €	94,12 €	90,83 €	3 588,95 €
Sous Total SARE	5 606,53 €	1 920,67 €	612,85 €	518,15 €	394,25 €	9 052,44 €
Sous Total Prime Région + CEE SARE	17 674,53 €	1 920,67 €	612,85 €	518,15 €	394,25 €	21 120,44 €
Participation EPCI 2023	27 606,53 €	10 920,67 €	612,85 €	518,15 €	394,25 €	40 052,44 €
Sous Total Collectivité locale	27 606,53 €	10 920,67 €	612,85 €	518,15 €	394,25 €	40 052,44 €
TOTAL	45 281,06 €	12 841,34 €	1 225,70 €	1 036,30 €	788,49 €	61 172,89 €

Comme décrit à l'article 3, la CAMA assurera la gestion administrative principalement en régie.

ARTICLE 9 - Modalités financières

Le cofinancement des EPCI signataires versé à l'opérateur, le montant des primes régionales et des certificats d'économie d'énergie (CEE SARE) sont calculés en fonction des objectifs fixés sur chaque territoire, selon la répartition suivante (année 3) :

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 3						
RECETTES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Prime Région 2022	41 461,52 €	16 514,16 €	8 274,24 €	3 670,68 €	3 542,37 €	73 462,97 €
Sous Total Prime Région	41 461,52 €	16 514,16 €	8 274,24 €	3 670,68 €	3 542,37 €	73 462,97 €
A1	3 240,00 €	2 000,00 €	2 240,00 €	1 120,00 €	564,00 €	9 164,00 €
A2 (1)	15 250,00 €	10 750,00 €	11 750,00 €	6 250,00 €	3 100,00 €	47 100,00 €
A2 (2)	375,00 €	750,00 €	- €	- €	150,00 €	1 275,00 €
C1	2 723,67 €	1 764,34 €	884,00 €	392,17 €	378,46 €	6 142,63 €
Forfait A1/A2	3 922,08 €	2 540,64 €	1 272,96 €	564,72 €	544,98 €	8 845,38 €
A4 (1)	17 500,00 €	15 000,00 €	7 500,00 €	6 600,00 €	3 600,00 €	50 200,00 €
A4 (2)	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €
A4 (3)	400,00 €	200,00 €	- €	200,00 €	200,00 €	1 000,00 €
A4 (4)	- €	600,00 €	- €	- €	- €	600,00 €
B1	75,00 €	75,00 €	50,00 €	125,00 €	25,00 €	350,00 €
B2	900,00 €	900,00 €	600,00 €	600,00 €	300,00 €	3 300,00 €
C2	1089,465	705,735	353,6	156,8666667	151,3833333	2 457,05 €
C3	3 268,40 €	2 117,20 €	1 060,80 €	470,60 €	454,15 €	7 371,15 €
Sous Total SARE	51 743,61 €	40 402,91 €	28 711,36 €	19 479,35 €	12 467,97 €	152 805,21 €
Sous Total Prime Région + CEE SARE	93 205,13 €	56 917,07 €	36 985,60 €	23 150,03 €	16 010,34 €	226 268,18 €
Participation EPCI 2023	45 250,09 €	32 888,75 €	20 437,12 €	15 808,67 €	8 925,60 €	123 310,24 €
Sous Total Collectivité locale	45 250,09 €	32 888,75 €	20 437,12 €	15 808,67 €	8 925,60 €	123 310,24 €
TOTAL	138 455,22 €	89 805,82 €	57 422,72 €	38 958,70 €	24 935,95 €	349 578,41 €

Les participations attendues par les intercommunalités seront versées en fonction des modalités de paiement définies dans la convention avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

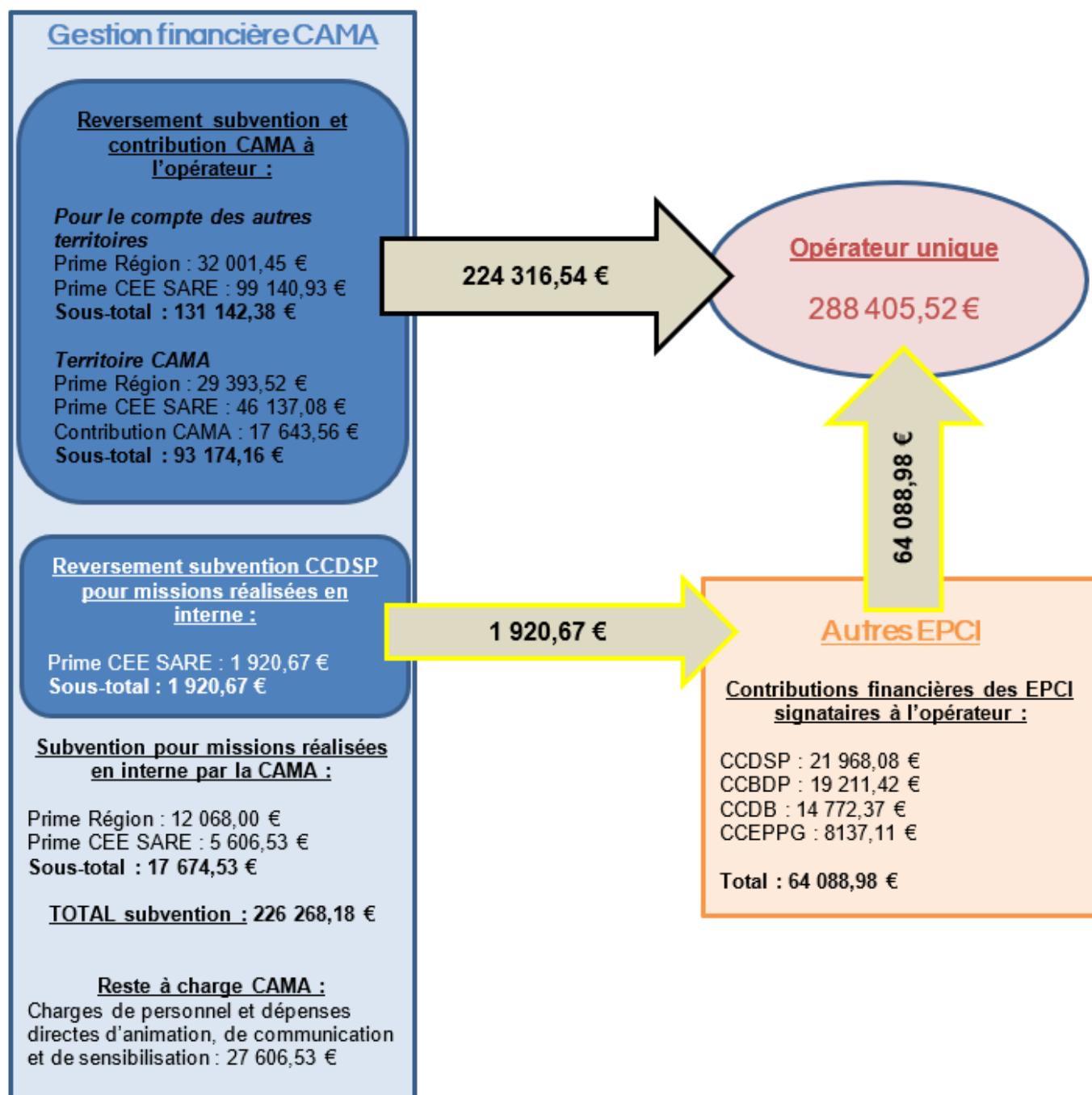
Des demandes de subvention à la Région sont réalisées annuellement pour les 3 années de mise en œuvre du SPPEH par la CAMA pour l'animation et le fonctionnement du projet sur la base du budget prévisionnel annuel ci-dessus.

La subvention totale de la Région Auvergne Rhône-Alpes pour permettre la mise en œuvre du SPPEH Sud Drôme s'élève à 226 268,18 € (primes régionales + CEE SARE) pour la troisième année.

La CAMA est chargée de mobiliser l'ensemble des subventions et participations attendues après transmission des éléments demandés par les financeurs pour chaque EPCI signataire.

Dans le cas où le montant des subventions serait inférieur, le budget global sera revu à la baisse ainsi que les objectifs opérationnels afin de ne pas revenir sur l'autofinancement des intercommunalités.

Afin de s'inscrire dans le règlement financier de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la CAMA reversera à l'opérateur unique l'intégralité des subventions (hors territoire CCDSP) y compris pour les missions réalisées en régie par les collectivités. Pour ces dernières, leurs montants seront déduits des contributions financières de chaque EPCI, selon le schéma de flux financier entre les différents acteurs ci-dessous :



ARTICLE 10 : Conditions de modification ou de résiliation de la convention

1 - Renouvellement de la convention

Tout renouvellement de la présente convention s'effectuera par voie d'avenant, après discussion et validation en comité de pilotage par l'ensemble des signataires.

2 - Modification de la convention

Toute modification des conditions d'exécution de la présente convention, jugée significative par l'une des parties, fera l'objet d'un avenant, après discussion et validation en comité de pilotage par l'ensemble des signataires.

3 - Résiliation de la convention

Toute résiliation doit faire l'objet d'un préavis d'au moins 6 mois et être notifiée à toutes les parties.

Toute évolution du périmètre, et notamment du nombre d'EPCI participant au SPPEH conduira à une résiliation de la présente convention et à la signature d'une nouvelle convention qui définira le nouveau fonctionnement du SPPEH.

4 – Non atteinte des objectifs

En cas de non-atteinte des objectifs d'investissement de 0,50 € / habitant / an / 3 ans des collectivités territoriales du SPPEH Sud Drôme, les aides octroyées par la Région en année 3 pourront être écartées sur chaque EPCI en fonction des résultats.

ARTICLE 11 : Modalités de règlement des litiges

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Grenoble, mais seulement après épuisement des voies amiables, par tout moyen, dans le respect du principe de loyauté et de bonne foi dans les rapports contractuels.

Fait en 5 exemplaires à

Le

Pour la Communauté de Commune des Baronnie en Drôme Provençale,

Thierry DAYRE,

Président,

Pour la Communauté de Commune Dieulefit – Bourdeaux,

Fabienne SIMIAN,

Présidente,

Pour la Communauté de Commune Drôme Sud Provence,

Jean Michel CATELINOIS,

Président,

Pour la Communauté de Commune Enclave des Papes – Pays de Grignan,

Patrick ADRIEN,

Président,

Pour la Communauté d'Agglomération Montélimar – Agglomération,

Julien CORNILLET,

Président,